



**Pour gagner, la mobilisation doit se poursuivre et s'amplifier !**  
**Rassemblement départemental le mercredi 6 mars**  
**Appel départemental à la grève le jeudi 7 mars**

Depuis plusieurs semaines, les personnels de l'Éducation Nationale ainsi que les parents d'élèves se sont fortement mobilisés pour exprimer leur attachement à l'école publique. La colère est grande dans les établissements. Dans les Yvelines, de nombreuses mobilisations locales se sont déroulées en janvier et février, avec notamment une forte participation aux mouvements de grèves nationaux, des rassemblements locaux, des votes contre les DGH et des motions dans les Conseils d'Administration.

L'orientation de la politique menée par l'exécutif est inquiétante : absence de revalorisation salariale, choc des savoirs qui met en œuvre un modèle d'école passiviste et conservateur allant à l'encontre de l'intérêt des élèves et des personnels. Cet ensemble de mesures est une redoutable remise en cause de la liberté professionnelle des enseignants et va poser les bases d'une École du tri social, à l'image des groupes de niveau qui vont contribuer à assigner les élèves à leurs positions sociales et scolaires, mais aussi à exclure des classes les élèves en situation de handicap et les élèves allophones.

Les instances de préparation de rentrée dans le département des Yvelines ont montré que la rentrée 2024 se fera à moyens constants. Dans les lycées, alors qu'il est attendu près de 700 élèves de plus à la rentrée prochaine, des divisions sont fermées, et les classes seront encore plus chargées l'année prochaine. En collège, le nombre d'heures reste stable, mais les établissements se voient imposer la mise en place de la réforme du « choc des savoirs », sans moyens supplémentaires. Cela entraînera la perte de dédoublements ou d'options dans les établissements.

Les fermetures de classes, le manque de moyens, les pressions pour accepter de plus en plus d'heures supplémentaires, et la réforme du « choc des savoirs » risquent d'entraîner de nombreuses suppressions de postes. Alors que la préparation de rentrée présageait déjà une nouvelle dégradation des conditions de travail, Bercy annonce le retrait du budget de l'Éducation Nationale de 582 millions d'euros qui auraient dû servir à rémunérer des personnels d'enseignement, d'éducation et d'accompagnement des élèves. Une énième marque de mépris, alors que l'Éducation Nationale manque déjà de tout !

Après le succès des mobilisations de début février, les organisations CGT Educ'action, SGEN-CFDT, SNES-FSU, SNEP-FSU, Sud Education, UNSA Education appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation :

- pour l'abandon du plan 'Choc des Savoirs'
- contre le tri social des élèves en collège et dans les lycées professionnels
- pour l'abondement des DGH à hauteur des besoins : créations de divisions et allègement des effectifs par classe, financement de groupe à effectifs réduits et d'options
- pour des créations de postes de personnels d'enseignement, d'éducation et d'accompagnement
- pour une école inclusive dotée des moyens nécessaires à la faire vivre et permettant d'accueillir réellement toutes les enfants
- pour une véritable revalorisation salariale de toutes et tous sans contrepartie et l'abandon du Pacte

**Elles appellent l'ensemble des établissements :**

- à s'inscrire dans la semaine d'action du 4 au 8 mars
- à tenir des heures d'informations syndicales et des assemblées générales pour décider ensemble des modalités d'action locales (motion de CA, actions avec les parents d'élèves, rassemblements locaux ...)
- à rejoindre le rassemblement départemental du mercredi 6 mars, à partir de 14h00 devant la Direction Académique des Yvelines à Guyancourt
- à se mettre massivement en grève le jeudi 7 mars, à mettre en avant leurs revendications le matin par des actions locales (rassemblement devant les établissements), et à rejoindre les assemblées générales départementales l'après-midi.